

MESSAGES DU FORUM SUR LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET FRANCE 2019

MESSAGES FROM THE INTERNET GOVERNANCE FORUM FRANCE 2019 (FGI FRANCE)

12 ateliers
ont été organisés
qui ont donné lieu à
47 messages
qui seront présentés
à Berlin.

Institué par le Sommet Mondial sur la Société de l'Information, le Forum sur la Gouvernance de l'Internet (FGI) est un espace de dialogue innovant, rassemblant des représentants des États, des acteurs de la communauté technique, du secteur privé et de la société civile de l'Internet du monde entier. Le FGI vise à traiter, par une réflexion collective et approfondie, des enjeux de la gouvernance de l'Internet. Événement mondial, le FGI a trouvé une déclinaison aux niveaux régional, subrégional et national afin d'y aborder des enjeux spécifiques et de nourrir la réflexion globale par les thèmes et les conclusions de chaque rencontre.

L'édition 2019 du Forum sur la Gouvernance de l'Internet France, qui s'est tenue le 4 juillet dernier à l'Université Paris-Descartes à Paris, visait notamment à préciser les orientations prises dans [les messages de Paris](#) lors du FGI mondial de novembre 2018 et porter de nouveaux messages à l'attention de la communauté tant au niveau européen (Eurodig – juin 2020) que mondial en vue du Forum mondial de novembre 2019 à Berlin. Cette journée qui a rassemblé plus de 1 000 participants a permis de tenir un débat multipartite à l'échelon national et avec une forte participation européenne, sur les droits et les usages comme sur l'avenir d'Internet, au travers de quatre parcours : « Numérique responsable », « Numérique excluant ou numérique inclusif », « Internet entre gouvernance et régulation » et « Les données au centre du numérique ».

L'édition 2019 du Forum sur la Gouvernance de l'Internet France a été organisé par un comité d'organisation multi parties prenantes composé par :

The 2019 edition of the FGI France was coordinated by a multi-stakeholder organizing committee consisting of:

Alain Assouline, PRÉSIDENT DE WEBFORCE3 ET DU CINOV-NUMÉRIQUE

Charles-Pierre Astolfi, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU CONSEIL NATIONAL DU NUMÉRIQUE (CNUM)

Sébastien Bachollet, MEMBRE DE L'ICANN, ADMINISTRATEUR DE L'AFNIC ET PRÉSIDENT D'HONNEUR DE L'INTERNET SOCIETY FRANCE

Philippe Batreau, DIRECTEUR D'EPISTROPHE

Michel Baujard, CONSULTANT-FORMATEUR RÉFÉRENT ICPF & PSI

Laurent Bloch, CHERCHEUR EN CYBERSTRATÉGIE

Pierre Bonis, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AFNIC

Lucien Castex, CHERCHEUR À L'UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'INTERNET SOCIETY FRANCE

Nicolas Chagny, PRÉSIDENT DE L'INTERNET SOCIETY FRANCE ET DIRECTEUR GÉNÉRAL DE WEBFORCE3

Jennyfer Chrétien, DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE DE RENAISSANCE NUMÉRIQUE

Françoise Colaïtis, DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE ADJOINTE DU PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ CAP DIGITAL

Didier Guevel, professeur, DROIT PRIVÉ ET SCIENCES CRIMINELLES À L'UNIVERSITÉ PARIS 13

Francesca Musiani, CHERCHEUSE AU CNRS

Corinne Pulicani, FONDATRICE DE NEXTDAY!

Samih Souissi, CHARGÉ DE MISSION À L'UNITÉ INTERNET OUVERT DE L'ARCEP

Salwa Toko, PRÉSIDENTE DU CNUM

Amina Waddiz, INGÉNIEURE CHEZ CONNECTHINGS

The **12 workshops**
allowed us to identify
47 key messages
to be delivered in
Berlin

Established by the World Summit on the Information Society, the Internet Governance Forum (IGF) is an innovative space for dialogue, which brings together State representatives, actors from the technical community, the private sector and members of the Internet civil society from around the world. The IGF aims to address, through collective and in-depth reflection, the governance issues of the Internet. A global event, the IGF has been adapted to regional, subregional and national levels in order to address specific issues and sustain international reflection through the themes and conclusions of each meeting.

The 2019 edition of the French Internet Governance Forum (FGI France), held on July 4th at Paris-Descartes University in Paris, intended particularly to flesh out the orientations of the Paris messages decided during the IGF "The Internet of Trust" in November 2018 and to bring new messages to the table at both the European - for instance at Eurodig (June 2020) - and global level during the November 2019 edition of the IGF in Berlin. The FGI France was the opportunity to bring together more than 1,000 participants and to hold a multi-stakeholder debate with a strong European focus on digital rights and uses as well as on the future of the Internet, carried out through four tracks: "For a responsible digitization", «Digitally divisive or digitally inclusive?», «The Internet: between governance and regulation» and «Data at the core of digitization».

Internet des objets (IoT) grand public et IoT pour l'industrie

- 1 Garantir aux utilisateurs un niveau de sécurité et d'information adapté à l'ensemble de leurs usages.**
- Agir pour que les concepteurs de solutions adoptent une approche globale de l'Internet des objets, comprenant l'implémentation de standards de sécurité dès la conception.
- Renforcer les actions de formation pour les utilisateurs et les responsables de projet de l'Internet des objets en entreprise afin d'avoir un niveau de maturité au moins équivalent aux fournisseurs des solutions de l'Internet.

Technologies émergentes et confiance (intelligence artificielle, blockchain)

- Éviter l'irréversibilité des systèmes et processus.
- Prévoir la création de règles éthiques et de tiers de confiance.
- Encourager la normalisation en matière de blockchain et d'intelligence artificielle.
- 4 Imposer la mise en place d'une gouvernance transparente pour les décisions sur l'évolution des règles éthiques.**
- Encourager des centres d'innovation pluridisciplinaires.

Éduquer à la citoyenneté numérique

- 1 Former largement les enseignants, les éducateurs et le personnel pédagogique aux enjeux de la transition numérique.**
- Promouvoir et communiquer sur les initiatives éducatives participatives, ludiques et valorisantes pour les jeunes, qui suscitent le dialogue en famille, toutes générations confondues.
- Mettre en place et encourager l'utilisation d'outils numériques européens dans le cadre scolaire.
- Accompagner les parents sans les stigmatiser, avec des ressources simples et pratiques.
- Mobiliser et former des volontaires de la société civile (réservistes de l'éducation nationale, services civiques, associatifs, etc.) afin qu'ils interviennent dans les écoles comme au sein de tous espaces éducatifs.

NUMÉRIQUE EXCLUANT OU NUMÉRIQUE INCLUSIF ?

Numérique, formation et handicap

- Renforcer la coordination dans les territoires entre prestataires d'actions de compétences (organismes de formation, prestataires de bilans de compétences, prestataires d'accompagnement VAE, prestataires d'apprentissage), entreprises adaptées, structures médico-sociales et entreprises, pour améliorer l'accessibilité des formations aux métiers du numérique à des personnes en situation de handicap de toute nature, moteur, visuel, auditif, cognitif.
- Rendre utilisables tous les accès numériques pour les personnes en situation de handicap.
- 3 S'appuyer sur les atouts des personnes en situation de handicap pour innover dans l'accessibilité pour tous.**

Comment mobiliser la société civile et les citoyens dans la lutte contre les contenus dangereux en ligne ?

- Reconnaître la difficulté des missions de modération des contenus dangereux en ligne (chronophage, charge mentale) et créer de la cohésion entre les modérateurs, les analystes de contenus et l'ensemble des acteurs engagés dans la lutte contre les contenus dangereux en ligne, afin de favoriser une collaboration multi parties prenantes.
- 2 Lancer une grande campagne, sur le principe de la "prévention routière", pour sensibiliser l'ensemble des publics à la lutte contre la haine sur Internet et aux bons usages du signalement.**
- Faire un état des lieux des solutions existantes de lutte contre les contenus dangereux en ligne et faire passer à l'échelle les dispositifs efficaces.

Le Numérique pour réduire ou accroître la fracture sociale et territoriale ?

- Valider des parcours de compétences comme principal bouclier à la fracture sociale et territoriale.
- Renforcer le financement de la formation quand elle représente plus que le compte personnel de formation (CPF).
- 3 À l'image du statut des pompiers volontaires, créer un statut spécifique pour ceux qui se mettent au service des autres dans la transformation numérique.**
- Missionner les tiers lieux pour être les endroits regroupant les services liés au numérique.
- Créer une monnaie utilisable uniquement pour échanger des savoirs.
- Faire converger transition numérique et transition écologique.

INTERNET ENTRE GOUVERNANCE ET RÉGULATION

Plateformes, gouvernance ou régulation : derrière les recommandations et filtres algorithmiques

- 1 Développer des propositions de régulation systémique des plateformes structurantes.**
- Étudier la mise en place d'une autorité de régulation dédiée aux plateformes.
- Travailler à une coordination forte entre les organisations participant à la gouvernance de l'Internet.
- Étudier le rôle des utilisateurs d'Internet, la mise en œuvre de procédures de règlements de différends (temps court) en complément de l'intervention du juge judiciaire (temps long) dans le champ de régulation des plateformes et de leurs algorithmes.
- Viser à une régulation ou une gouvernance des processus (collecte des informations, modération et publication) plutôt que des données.

Cyberstratégie dans l'Internet mondial

- 1 Agir pour la décentralisation d'Internet et contre la concentration oligopolistique de l'offre de services.**
- Rapprocher les communautés de la gouvernance de l'Internet (opérateurs, communauté technique, associations d'utilisateurs...) des communautés qui mènent des négociations internationales (acteurs étatiques, groupes d'experts gouvernementaux).
- Assurer le respect des principes cardinaux de nos démocraties à travers la régulation.

Impacts des évolutions technologiques sur la régulation et la gouvernance d'Internet

- Encourager et proposer des modes d'interaction incluant tous les régulateurs et toutes les parties prenantes pour systématiser la co-construction.
- Définir un cadre législatif de long-terme basé sur des principes éthiques et repenser les pouvoirs et moyens donnés aux régulateurs.
- 3 Renforcer le pouvoir des utilisateurs d'Internet et favoriser par la régulation leur capacité à donner les bonnes incitations au marché.**

LES DONNÉES AU CENTRE DU NUMÉRIQUE

Numérique, patrimoine et archives

- Se doter des moyens nécessaires pour faire évoluer les outils de collecte et d'archivage du patrimoine numérique, ainsi que l'indexation et la recherche au sein des archives.
- 2 Faire évoluer les manières d'accéder aux archives pour permettre, au-delà des sites physiques de la Bibliothèque nationale de France ou de l'Institut national de l'audiovisuel, de les rendre plus facilement consultables.**
- Travailler à la traçabilité de l'information, nécessaire pour favoriser la transparence et la confiance (minimisation du plagiat, cybersécurité...).
- Veiller à l'optimisation de l'impact écologique du stockage et de la circulation des masses importantes de données que sont les archives du Web et le patrimoine numérisé.

Quel(s) cadre(s) et quelles perspectives pour les données d'intérêt général ?

- Consacrer un cadre général aux données d'intérêt général au niveau européen pour les besoins des politiques publiques et des régulateurs, de l'information des citoyens, de la recherche et de l'innovation (notamment pour l'intelligence artificielle). À ce titre, les données environnementales pourraient recevoir la qualification de données d'intérêt général.
- Réfléchir à une approche par projet d'intérêt général qui permettrait de partager des données a posteriori et selon une finalité précise.
- 3 Inclure les utilisateurs dans l'encadrement des données d'intérêt général en leur permettant d'ouvrir l'accès à leurs données personnelles pour un projet d'intérêt général et de participer à leur gouvernance.**

Information et contenu de qualité

- Développer des savoirs fondamentaux chez les individus pour reconnaître un journalisme de qualité.
- 2 Promouvoir l'indépendance des chercheurs et des journalistes pour favoriser l'intégrité des contenus.**
- Favoriser le développement de normes au niveau international en matière d'information sur Internet.
- Regagner la confiance des publics par la juste valorisation des médias qui jouent un rôle de contre-pouvoir.

FOR A RESPONSIBLE DIGITIZATION

Consumer Internet of Things (IoT) and industrial IoT

- 1 Guarantee to users a security and information level adapted to all uses.**
- 2 Incite designers to take a holistic view of the Internet of Things, which integrates the implementation of security standards by design.
- 3 Enhance training of IoT users and project managers in order to obtain a level of maturity at least equivalent to those of Internet solutions suppliers.

Reliable emerging technologies (artificial intelligence, blockchain)

- 1 Avoid the irreversibility of systems and processes.
- 2 Stimulate the implementation of ethical rules and trusted third parties.
- 3 Foster standardization in blockchain and artificial intelligence technologies.
- 4 Establish a transparent governance body taking decisions on ethical rules evolution.**
- 5 Encourage multidisciplinary centers of innovation.

For a digital citizenship education

- 1 Extensively train teachers, educators and teaching staff to the challenges of digitization.**
- 2 Advertise educational initiatives that are participatory, playful, rewarding for young people, and encourage a cross-generational dialogue within families.
- 3 Establish and foster the use of European digital tools in schools.
- 4 Provide help to parents on digital issues without stigmatizing them, with simple and practical resources.
- 5 Mobilize and train volunteers from civil society (national education reservists, civic services, associations, etc.) in order to intervene in all educational spaces.

DIGITALLY DIVISIVE OR DIGITALLY INCLUSIVE?

Digital technologies, training and disability

- 1 Stimulate the coordination between organizations in the education and training sectors (training organizations, skills assessment providers, APEL support providers, teachers), accessible companies, health and social bodies, in order to improve the accessibility of training in digital professions to people with disabilities of any kind, such as motor, visual, hearing, cognitive impairments.
- 2 Guarantee digital accessibility to all digital services for people with disabilities.
- 3 Rely on the assets of people with disabilities in order to innovate in bringing accessibility for all.**

How to mobilize civil society and citizens in the fight against online harmful content?

- 1 Take into account the difficulty of moderating content missions (in terms of time consumption, or mental burden) and create cohesion between moderators, content analysts and all stakeholders involved in the fight against harmful content, in order to foster multi-stakeholder collaboration.
- 2 Launch a major sensitization campaign, similar to road safety campaigns, in order to heighten awareness among all audiences of the fight against hate online and the good use of reporting.**
- 3 Survey existing harmful content response tools and scale up the effective solutions.

Will digital technologies reduce or increase the social and territorial divide?

- 1 Endorse skills-focused trainings as the main protection against social and territorial divide.
- 2 Strengthen funding of training not fully covered by the Personal Training Account (Compte Personnel de Formation).
- 3 Create a special status for those who support others in the digitization process, similar to the volunteer firefighters status.**
- 4 Mission "third places" in order to gather digital services in one place.
- 5 Create a currency that can only be used to exchange knowledge.
- 6 Converge the digital transition and the ecological transition.

THE INTERNET: BETWEEN GOVERNANCE AND REGULATION

Platforms, governance or regulation: behind recommendations and algorithmic filters

- 1 Develop proposals for systemic regulation of essential platforms.**
- 2 Study the establishment of an authority on platform regulation.
- 3 Work on a strong coordination among the organizations involved in Internet governance.
- 4 Study the role of Internet users, the implementation of short time dispute resolution procedures in addition to the longer term intervention of the judge in the platforms' and algorithms' regulation fields.
- 5 Target regulation or governance of processes (information gathering, moderation and publication) rather than regulation on data.

Cyber-strategy in the global Internet

- 1 Act for the decentralization of the Internet and against the oligopolistic concentration of services.**
- 2 Bring communities of Internet governance (operators, technical community, user associations...) closer to communities in charge of international negotiations (state representatives, groups of government experts).
- 3 Ensure the respect for the fundamental rights and freedoms of our democracies through regulation.

Impacts of technological developments on the regulation and governance of the Internet

- 1 Foster and suggest modes of interaction including all regulators and stakeholders to systematize co-construction.
- 2 Define a long-term legal framework based on ethical principles and rethink the powers and resources given to regulators.
- 3 Empower Internet users and promote, through regulation, their ability to give the right incentives to the market.**

DATA AT THE CORE OF DIGITIZATION

Digitization, heritage and archives

- 1 Acquire the necessary means to develop digital heritage collection and archiving tools, as well as indexing and searching within the archives.
- 2 Enhance the e-access to archives so that they can be accessed beyond the physical sites of the National Library of France or the National Audiovisual Institute.**
- 3 Work on information traceability, in order to promote transparency and trust (minimizing plagiarism, enforcing cybersecurity ...).
- 4 Minimize the ecological impact of large dataset storage and circulation such as Web archives and digitized heritage.

What framework(s) and perspectives for public interest data?

- 1 Devote a general framework for public interest data at the European level in order to meet the needs of public policy-makers and regulators, researchers and innovators (especially for artificial intelligence) and citizens information. As such, environmental data could be qualified as public interest data.
- 2 Create an approach to public interest projects that would allow a posteriori and purpose-specific data sharing.
- 3 Include users in the public interest data legal framework by allowing them to share their personal data for a project of public interest and to participate in its governance.**

Information and quality content

- 1 Develop basic knowledge among individuals to identify quality journalism.
- 2 Foster researchers' and journalists' independence and freedom in order to ensure content integrity.**
- 3 Promote the development of international standards for information on the Internet.
- 4 Regain public trust by the fair valorization of the media that play a counter-power role.

ILS SOUTIENNENT LE FGI FRANCE

THEY SUPPORT US



Opéré par
afnic



RENDEZ-VOUS DÉBUT JUILLET 2020
POUR LE PROCHAIN



SAVE THE DATE: NEXT FRENCH IGF IN JULY, 2020